

La BCE au service des peuples ou EDF sous influence chinoise?

Denis Dupré*

Ici en France... Arnaud Montebourg a affirmé le 14 avril 2013 que le gouvernement réfléchissait à des cessions de participations d'entreprises dont l'Etat est actionnaire. Le président Hollande, ce 25 avril, vient de signer en Chine un contrat de 6 milliards d'euros pour Airbus et proposer l'ouverture de marchés comme celui de l'agroalimentaire. En échange, il a annoncé que «tous les obstacles, tous les freins» aux investissements chinois en France «seront levés».

A l'heure où la Grèce et le Portugal ont été obligés par la Commission européenne, la BCE et le FMI, en échange d'une «aide», de vendre, en pleine crise, nombre de biens stratégiques, la question va se poser en France d'une grande braderie comme une évidence au parfum thatchérien du «There Is No Alternative».

La France est endettée fin 2012 à hauteur de 1800 milliards d'euros, soit 90% du PIB. Or, un surendettement «raisonnable» aux yeux des économistes «officiels» est celui autrefois fixé par l'Europe de Maastricht en 1992, à 60% du PIB. La France devrait donc trouver pour 600 milliards d'euros d'actifs. Que faut-il vendre pour cette somme?

L'Etat peut faire, pendant 30 ans, 40% de coupe budgétaire, comme en Grèce, sur la dépense hospitalière, pour économiser 20 milliards d'euros par an. Avec quelles conséquences?

L'Etat peut saisir 6% du patrimoine net des ménages français, patrimoine qui s'élève à 10 000 milliards d'euros. Mais la crise va faire fondre rapidement ce pactole: les 7 500 milliards d'immobilier sont surévalués de 35% selon *The Economist* de janvier 2013, le Livret A est massivement investi dans des HLM en piètre état et l'assurance-vie contient des dettes d'Etats européens et des actions.

Or l'Etat va faire plaisir à la Commission européenne en laissant les investisseurs étrangers et les banquiers choisir leurs actifs et organiser «à la grecque» la vente d'une zone économique bientôt sinistrée.

L'Etat veut donc vendre son portefeuille de participations cotées, estimé



*Enseigne la finance et l'éthique à l'Université de Grenoble-Alpes.

au 5 avril 2013 à 58 milliards, comme celles d'EDF. Mais la loi de 2004 oblige l'Etat à ne pas se désengager à moins de 70% du capital d'EDF. Si bien que l'Etat se prépare à affaiblir sa maîtrise de ce secteur stratégique, de fait à un prix bradé, pour gagner 4 milliards! De plus, il n'est pas impossible que la loi évolue. Alors, il y aura 99% de chance qu'EDF soit privatisée.

Enfin, nous risquons d'hypothéquer notre avenir en laissant vendre nos terres cultivables (estimées à environ 200 milliards), nos PME et nos entreprises de taille intermédiaire (estimées selon *Les Echos*, à 560 milliards).

Qui s'y oppose? Là-bas, en Chine..., le nouveau président chinois, Xi Jinping, affiche comme priorité la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau pour retrouver une alimentation moins toxique et tenter d'éviter des millions de morts par cancer. Or la Chine dispose de l'ordre de 3000 milliards de devises qu'elle peut échanger contre des actifs physiques comme des terres, des matières premières et des entreprises, et ceci d'autant plus que la création monétaire de ses débiteurs en menace le pouvoir d'achat.

L'Etat se prépare à affaiblir sa maîtrise de ce secteur stratégique, de fait à un prix bradé, pour gagner 4 milliards

Moi, si j'étais le président chinois:

- J'achèterais les terres «propres» pour accéder à une nourriture saine pour mon peuple. J'exporterais la nourriture produite en Chine, dégradée en raison du niveau de pollution générale, pour importer celle de bonne qualité.
- J'achèterais les entreprises de transformation alimentaire en Europe.
- J'achèterais les entreprises d'énergie plus propres que le charbon et vendrais le charbon produit en Chine, principal responsable de la pollution.
- Je paierais pour expédier mes pollutions et déchets dans les pays pauvres. Et tout cela sans état d'âme. Les pays développés se sont-ils souciés des dé-

gâts induits par la production en Chine à bas coût pour assurer leur consommation de masse? Les députés chinois se sont réunis longuement en février 2013. Ils ont discuté en commission et sous-commission et décidé de plans d'action qui leur semblaient bon.

Maintenant en Europe... Nous pouvons décider parce que cela serait bon pour nous: Que dans toute l'Europe est interdite la vente des terres sur l'exemple de la Suisse... ou de la Chine.

Que les ressources énergétiques sont propriétés inaliénables des nations comme en Islande ou en Norvège. Seule la vente des ressources extraites est autorisée, mais tout engagement de vente sur la production future est interdit. Que nous réformons immédiatement la BCE pour la mettre au service des peuples et aux ordres des politiques qui les représentent. Que nous acceptons de spolier les détenteurs de monnaie par la création monétaire. La création monétaire n'est pas une trahison vis-à-vis du créancier. Depuis que la monnaie existe, des centaines de fois les Etats ont fait tourner la planche à billets pour éviter la faillite ou la guerre.

Que nous décidions donc de doubler la monnaie en circulation comme le Japon ou les Etats-Unis l'ont décidé. La BCE créera de la monnaie prêtant aux Etats à 0% à perpétuité, avec un remboursement en fonction des excédents de leur balance commerciale. Car l'équilibre de la balance commerciale sera le seul objectif à viser: aucun pays ne doit durablement consommer plus qu'il ne produit. S'ouvrent ainsi, sans s'exclure, deux voies politiques: produire mieux et consommer moins.

Alors en France... jusqu'à 700 milliards d'euros seront prêtés par la BCE. 600 milliards seront affectés pour remplacer notre endettement auprès des marchés financiers en le stabilisant à 1200 milliards. 100 milliards seront affectés au capital d'une banque qui, grâce au levier d'endettement, pourra prêter 600 milliards pour la conversion énergétique et la réindustrialisation du pays. Alors, à cette condition, l'endettement pourra revenir vers 60% du PIB. La chance sur 100 qu'il reste une Electricité de France!